



**60^e ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ DE ROME :
DÉPASSER LES TRAITÉS EXISTANTS,
AVANCER VERS UNE EUROPE FÉDÉRALE
PAR LE PEUPLE EUROPÉEN, POUR LE PEUPLE EUROPÉEN**

APPEL POUR PROMOUVOIR LA MOBILISATION EN VUE DE LA MANIFESTATION À ROME LE 25 MARS 2017

Les difficultés dans lesquelles s'est trouvée plongée l'Europe, confrontée à la longue crise économique et financière, à la situation d'urgence créée par les réfugiés et au problème de la sécurité intérieure et extérieure, sont en train d'éroder le consensus des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne. L'existence même du projet européen se trouve ainsi menacée, de même que le projet de paix et d'intégration qu'il incarne.

L'origine de ces difficultés doit être recherchée dans le cadre institutionnel de l'UE, incomplet et inadéquat. Ce n'est qu'avec un système de gouvernement supranational efficace, démocratique et responsable que l'Europe pourra devenir assez forte pour garantir l'avenir de ses propres citoyens. En particulier, l'union monétaire doit être parachevée, avec une union bancaire complète, et en lançant l'union budgétaire, économique et politique.

L'issue du referendum en Grande-Bretagne rend encore plus urgent le lancement de la réforme des institutions européennes. En montrant la nécessité de prévoir la coexistence à l'intérieur de l'UE de divers niveaux d'intégration entre les différents États membres. En effet, l'objectif de l'unité politique ne peut concerner initialement qu'une avant-garde de pays européens, à commencer par ceux qui ont adopté l'euro. L'union politique – qui devra rester ouverte aux adhésions futures des pays qui choisiront de n'y participer que dans un deuxième temps – implique en effet l'exercice en commun de la souveraineté et un saut politique que quelques États membres ne sont pas encore prêts à faire ; parce que pour devenir effective, cette union devra présenter un caractère fédéral et être capable d'amener les États membres à s'engager réciproquement à une responsabilité et une solidarité mutuelles. À cet effet, la réforme devra prévoir des niveaux différenciés de participation aux institutions de l'UE pour tous les pays qui choisiront de ne pas faire partie depuis le début de l'avant-garde fédérale, mais qui voudront cependant rester membres du marché unique de l'UE.

Les réformes nécessaires à cette fin pourront être réalisées ou bien à travers la révision des traités existants, ou bien au moyen d'un nouveau traité ou d'un protocole entre les États membres de cette avant-garde fédérale.

La nouvelle architecture fédérale de l'UE devra viser à construire une vraie souveraineté européenne, en créant un système fédéral de niveaux de gouvernements coordonnés et indépendants. L'actuel manque d'efficacité, de démocratie et de responsabilité doit être dépassé. La Commission européenne doit évoluer vers un vrai gouvernement européen responsable devant le Parlement européen, qui représente les citoyens, et le Conseil être transformé en une sorte de Sénat des États membres pour toutes les questions législatives.

En parallèle à l'ouverture d'un processus de révision des traités, la mise en œuvre de politiques visant à récupérer la confiance et le consensus des citoyens est d'une urgente nécessité. Ces politiques s'adresser à toutes les questions qui suscitent la peur et l'incertitude au sein de l'opinion publique, privant ainsi les forces populistes et nationalistes de toutes les fausses solutions qu'elles tentent de présenter. Ces problèmes concernent les aspects économiques et financiers, ceux de la justice sociale, de la liberté et de la sécurité, tant interne qu'externe.

En tenant compte de tout ceci, nous invitons les citoyens, les parlementaires européens et nationaux ainsi que les leaders politiques nationaux et européens et toutes les organisations de la société civile à soutenir ces objectifs, et à s'efforcer de les atteindre.

Faisons en sorte que le sixantième anniversaire du Traité de Rome soit l'occasion d'un tournant dans l'histoire européenne, pour dépasser les traités existants, nous diriger vers une une union fédérale, du peuple européen, avec le peuple européen, pour le peuple européen, afin de réaliser le projet de Ventotene.